

Léon Blum, un républicain juif sioniste

Léon Blum est né en 1872 à Paris d'une vieille famille juive alsacienne. Son père, un commerçant, souhaitait que son fils fasse des études supérieures, ce que Léon fit, en terminant des études de droit à la Sorbonne. Plus tard il fut admis au Conseil d'État où il atteignit la fonction de Maître de Requêtes.

Léon Blum découvrit la politique avec l'affaire Dreyfus. Il s'engagea pleinement chez les dreyfusards, à l'instar de Jean Jaurès à qui il vouait une admiration et avec qui il se lia d'amitié. Il le suivit au parti socialiste, fut élu député en 1919. Puis lors du Congrès de Tours il anima le courant socialiste et devint le chef du Parti socialiste, qu'il mena à la victoire au moment du Front Populaire, devenant le premier juif Chef de Gouvernement en France, sous les attaques permanentes et violentes de l'extrême-droite à la Chambre, notamment de Xavier Vallat, futur Commissaire aux Questions Juives, sous Vichy. Le régime de Vichy l'a d'ailleurs déféré devant la Cour de Riom, l'accusant d'être "responsable de la défaite de la France". Au cours de ce procès, il a tellement ridiculisé l'accusation que Pétain a fait arrêter le procès tout en le condamnant à la prison à vie; le livrant ensuite aux nazis qui le firent déporter à au camp de concentration de Buchenwald, dont il sortit vivant, par miracle, à la Libération.

Léon Blum a été une des figures majeures du mouvement ouvrier et social-démocrate français. Il est mort 1950.

Léon Blum tout en étant pleinement Français depuis des générations s'est toujours revendiqué comme Juif. Sympathisant de la cause sioniste, il a été, en 1928, un des fondateurs, avec Edouard Bernstein et Arthur

Henderson et Emile Vandervelde du "Comité Socialiste pour la Palestine". Il a immédiatement accepté, sur la demande de Chaïm Weizmann, de faire partie du Comité élargi de l'Agence Juive, auquel il s'est adressé lors de sa première réunion à Zurich en 1929. Il est resté régulièrement en contact avec Weizmann. Celui-ci, pour ne pas le mettre en difficulté le Président du Conseil du Front Populaire, qu'était Blum à l'époque, avait choisi des pseudonymes pour le désigner: Flower, ou encore plutôt Lebel Tsvet (Leibel, diminutif de Léon en Yiddish, et Tsvet fleur en russe).

Blum est souvent intervenu pour appuyer les Juifs de Palestine, contre les menées ou les pressions des Arabes de Palestine, de Syrie ou d'Égypte: auprès des autorités françaises locales, soit pour empêcher les infiltrations, ou encore contre la politique des Anglais qu'il trouvait trop favorable aux Arabes. Blum rencontra souvent Weizmann à Paris, ; celui-ci le tenait au courant des développements politiques.

En 1938 les sympathisants américains de la cause sioniste, ont l'idée de créer un kibboutz en Palestine, auquel serait donné le nom de Blum, en reconnaissance de son aide au mouvement sioniste. C'est ainsi qu'est né en haute Galilée le kibboutz Kfar Blum, sur les terres dont Blum avait favorisé l'acquisition dans les années trente.

Dès son retour du camp Blum, que la Shoah a rapproché encore plus du sionisme, reprend ses contacts avec Weizmann. Il soutient fortement les Juifs de Palestine et le droit à l'immigration en Palestine.

On sait qu'à partir de Le Livre Blanc britannique du 17 mai 1939 limite l'immigration Juive à 75 000 arrivants sur cinq ans.

“Il se trouve alors placé devant un grave dilemme: les sionistes sont en effet engagés dans une lutte acharnée et meurtrière contre ses plus chers amis politiques, les travaillistes anglais. Que faire ? Jarblum, le presse, en juin 1946, d’intervenir beaucoup plus énergiquement auprès d’Attlee et de Bevin. La situation est grave, à cause de l’attitude très dure de Bevin et de l’évasion du grand mufti de Jérusalem. Dans un article du 6 juillet 1946, «l’affaire de Palestine», Léon Blum essaie encore de croire dans les bonnes intentions des travaillistes et condamne les actes des terroristes juifs. Cet article donnera lieu à des commentaires très contradictoires et sera cité par les Anglais de façon tronquée, ce qui entraînera une protestation indignée de l’auteur. C’est vrai qu’en juin 1946 l’heure est encore, pour lui, à la préservation de la solidarité entre socialistes français et travaillistes britanniques. Mais il est alors très critiqué par les milieux sionistes. Son fidèle ami Marc Jarblum écrit dans son journal, *Notre Parole*, que Léon Blum se trompe lourdement.

Mais Blum va évoluer vers un activisme sioniste accru, et la SFIO se détacher de plus en plus des travaillistes anglais sur la question palestinienne. En novembre 1946, les Renseignements généraux se font l’écho d’une rencontre entre Léon Blum et David Ben Gourion, qui aurait eu pour objectif de faciliter les activités de la Haganah en France. De telles informations sont à nouveau données en janvier 1947. Durant la période d’un mois où il est chef du gouvernement et ministre des Affaires étrangères, Léon Blum se heurte sur cette question aux fonctionnaires du Quai d’Orsay. Édouard Depreux évoque l’annulation par Blum d’une décision du ministère de refuser des visas de transit aux émigrants juifs.” (Ilan Greilsammer, Léon Blum)

Blum va évoluer vers un sionisme plus actif. Il aurait rencontré Ben Gourion en 1946, avec l’objectif de faciliter les activités de la Haganah en France

Mais c’est l’affaire de l’Exodus, qui sera l’occasion pour Léon Blum d’affronter ses amis anglais. Il avait entre temps fait annuler une décision du ministère de refuser des visas de transit aux émigrants juifs.

“Le 1er août 1947, Léon Blum publie un article très véhément, qui prend fait et cause pour les passagers de l’Exodus: l’attitude anglaise «blesse et révolte la conscience universelle», elle est «impitoyable». Ce spectacle est «déchirant, insoutenable, intolérable». Et il écrit au journal sioniste *La Terre retrouvée* pour l’autoriser «à reproduire cet article où ses lecteurs trouveront l’écho des sentiments qui me sont communs avec eux». En fait, c’est grâce à son intervention que le gouvernement français, malgré la pression de Londres, refuse de faire descendre de bateau les rescapés de l’Exodus.

Le bateau des sionistes est parti du port de Sète alors que le certificat de navigabilité a été refusé, et après avoir reçu un approvisionnement en mazout. Le ministère français de l’intérieur n’a manifestement rien fait pour empêcher le bateau de partir. Où est la parole donnée ? Et Massigli de conclure : «Une très grave atteinte a été portée aux relations franco-britanniques.» Pourquoi, demande-t-il, Léon Blum n’a-t-il fait aucune allusion dans son article à la non observation par la France de la parole donnée aux Anglais ?”

Cependant, souligne son biographe Ilan Greilsammer, il semble que Léon Blum ait perçu les excès d’un certain nationalisme sioniste et ait vu les dangers de groupes extrémistes, tels que l’Irgoun, de Menahem Begin, ou le groupe Stem. Il existe une nette corrélation entre son attitude et celle du philosophe Martin Buber: tout en ne se trouvant jamais en contradiction avec le mouvement sioniste ou, plus tard avec l’État d’Israël, les deux intellectuels ont toujours souhaité qu’on ne réduise pas un message éminemment spirituel à quelque chose de trop politico-militaire, à une armée, à un drapeau.

Ainsi il refuse d'adhérer en 1947 à la Ligue française pour la Palestine libre inspirée par les milieux de l'Irgoun, et il écrit : « Dans le conflit interne qui oppose certaines organisations terroristes aux représentants réguliers de la Palestine et du mouvement sioniste, je suis pleinement aux côtés de ces derniers. »

En 1947 Blum interviendra pour influencer le vote de la délégation française à l'ONU, en faveur du plan de partage de la Palestine. Sur son intervention auprès du Président Vincent Auriol, la délégation française, qui avait d'abord reçu la consigne de s'abstenir, finalement vote le plan de partage.

Blum résume assez bien son attitude à l'égard du sionisme dans un hommage qu'il a rendu à Chaim Weizmann :

“Juif français, né en France d'une longue suite d'aïeux français, ne parlant que la langue

de mon pays, nourri principalement de sa culture, m'étant refusé à le quitter à l'heure même où j'y courais le plus des dangers, je participe cependant à l'effort admirable, miraculeusement transporté du plan du rêve au plan de la réalité historique, qui assure désormais une patrie digne, également libre, à tous les Juifs qui n'ont pas eu comme moi la bonne fortune de la trouver dans leur pays natal. J'ai suivi cet effort depuis que le Président Weizmann me l'a fait comprendre. Je m'en suis toujours senti fier et j'en suis plus que jamais solidaire”.

Sources :

Ilan Greilsammer, Blum, Flammarion, 1996
Encyclopédia Judaïca

Lazare Landau, Léon Blum, Almanach du KKL